

cela n'aura qu'un temps; la joie des uns et les pleurs des autres sont comptés, et chacun sera traité suivant son mérite. L'heure de la rétribution s'approche rapidement, et, quand elle sera venue, malheur aux impies!

— La France, dirigée par son nouveau Président, le maréchal MacMahon, semble vouloir se relever rapidement de la situation humiliante où l'avait placée le gouvernement de M. Thiers. Les honnêtes gens reprennent confiance et ont foi dans l'avenir; les révolutionnaires, au contraire, sentent le terrain se dérober sous leurs pieds et perdent de leur assurance; c'est un bon signe en faveur du retour de l'ordre et de la vraie liberté: non pas de cette liberté révolutionnaire qui consistait à laisser le champ libre à toutes les turpitudes révolutionnaires, à opprimer la conscience catholique, et sur laquelle M. Thiers s'appuyait, mais de cette liberté qui garantit à tout citoyen honnête le droit de faire le bien quand et de la manière qu'il le juge à propos.

Le maréchal MacMahon a la confiance de toute la France catholique et de l'armée. Ses premiers actes font voir qu'il veut gouverner en s'appuyant sur la partie saine de la nation française, en éliminant toute cette coterie viciée, corrompue que M. Thiers avait rassemblé autour de lui et sur laquelle il avait appuyé son autorité et sa fortune présidentielle.

Ainsi, M. Beule, le Ministre de l'Intérieur, écrivait aux préfets, en date du 1er Juin une circulaire dans laquelle il dit à ces fonctionnaires que le gouvernement leur accorde toute sa confiance; mais qu'en échange il réclame tout leur dévouement. "Ce que l'Assemblée nationale attend avant tout du gouvernement qu'elle a institué, continue le Ministre, c'est un personnel administratif inspiré par une même pensée, dirigée avec précision et se mettant ouvertement à la tête des conservateurs.

"..... N'hésitez pas à dire bien haut de quel côté sont vos sympathies et vos encouragements; appelez à l'union tous les bons citoyens; qu'ils se fortifient par la pratique exacte des devoirs de la vie publique; ce n'est que par cette ferme conduite et par le maintien énergique de tous les principes conservateurs que nous pourrions constituer en France une vraie majorité du gouvernement.

"Entrez, dès à présent, en communication constante avec les populations que vous administrez; la netteté de votre attitude suffira pour relever leur moral, décourager les tendances anarchiques et assurer partout le respect de l'Assemblée nationale et de la loi.

"Que tous ceux qui veulent réorganiser le pays sous la présidence de l'illustre maréchal que les dépositaires de la souveraineté nationale ont élu, sachent enfin qu'ils seront résolument soutenus et défendus...."

D'un autre côté, on paraît bien disposé à appliquer les lois contre les plus grands coupables de la Commune de Paris, qu'une faiblesse injustifiable avait empêchés de punir jusqu'aujourd'hui. Le citoyen Ranc par exemple, sur la demande du général Ladmirault, va être mis en jugement comme complice des communards, malgré sa haute position comme membre de l'Assemblée nationale. Le citoyen Rochefort, condamné à la déportation et dont la sentence n'a pas encore été exécutée va être examinée par les médecins et probablement envoyé à son lieu de destination.

En outre, on ne permet plus, comme sous M. Thiers, ces orgies publiques connues sous le nom de banquets radicaux et dont Gambetta était l'âme, ni ces intempérances de langage, ces insultes à Dieu, à la religion et à la conscience catholique dont certains journaux étaient le réceptacle im-

monde. C'est ainsi que le préfet de Versailles a prohibé un banquet public que Gambetta et sa clique révolutionnaire devaient donner le jour anniversaire de la mort du général Hoche; et que le journal *le XIXe Siècle* de Paris, l'un des pires feuilles révolutionnaires, vient d'être saisi pour délit de presse. Ces actes de vigueur montrent que les conservateurs sentent leur force et que le gouvernement du maréchal MacMahon ne craint pas de combattre la Révolution et d'arrêter sa propagande.

— En Espagne, les royalistes, ou les Carlistes comme on les appelle, font des progrès incessants. Tous les jours, les armées du droit et de la Religion augmentent en force et font subir de nouvelles pertes aux révolutionnaires. Tantôt c'est une ville qui tombe en leur pouvoir, comme celle de Pancarbo, dans la Province de Burgos, où ils firent 400 prisonniers; tantôt ce sont des armées entières qu'ils détruisent, ainsi que nous le voyons dans une dépêche télégraphique en date du 26 juin. A cette date, l'armée royaliste commandée par le général Elío atteignit l'armée républicaine sous le commandement de Nauvillas près de Pampelune et lui infligea une défaite signalée. Nauvillas eut une grande partie de ses forces tuées ou blessées et perdit en outre 2,000 prisonniers. Son fils y fut tué. Cette victoire assure aux Carlistes la possession de toute la province de Navarre et leur inspire une nouvelle confiance dans le succès final de leur cause.

Pendant que les royalistes font ainsi des progrès incessants, les piétres révolutionnaires qui se sont emparés du gouvernement espagnol ne peuvent plus s'entendre dans le partage des dépouilles. Personne n'est content; tout le monde voudrait gouverner et l'anarchie règne au sein des Chambres. Aucun ministère ne peut vivre plus qu'un couple de jours. Les hommes qui dirigeaient les affaires hier n'inspirent aucune confiance aujourd'hui, ils sont renversés, chassés et remplacés par d'autres qui le lendemain subissent le même sort. Ajoutons à ce tableau, la caisse publique complètement vide, le gouvernement sans crédit, des émeutes incessantes soulevées sur tous les points du royaume par les socialistes et les sociétés secrètes et nous n'aurons encore qu'une faible idée de l'abaissement où est tombée cette pauvre Espagne si heureuse sous le gouvernement de ses rois légitimes.

Il est bien vrai que le télégraphe joue en faveur de la Révolution espagnole en annonçant quelques succès sur les Carlistes; mais les progrès toujours croissants de ces derniers donnent un démenti formel à toutes ces dépêches télégraphiques.

— En Angleterre, la Chambre des Communes s'est occupée, le 24 juin, du bill du gouvernement accordant la garantie impériale à un emprunt canadien de trois millions de louis sterling pour la construction du Chemin de fer du Pacifique et l'élargissement des canaux. Dans le discours que le sous-secrétaire du département colonial prononça à l'appui de ce bill, il félicita les Canadiens de leur esprit d'entreprise et de loyauté.

Sir Chs. Dilke se prononça énergiquement contre cette garantie, et dit que le bill proposé n'était rien autre chose qu'une compensation pour les concessions que le Canada avait faites au sujet de ses pêcheries et qualifia le Chemin du Pacifique de gigantesque job parlementaire.

La discussion fut, paraît-il très-longue; mais M. Gladstone nia les avancées de ses adversaires et la seconde lecture du bill fut adoptée par une forte majorité.